



Ni una menos
et la révolution
« des filles »

Andrea D'Atri – Janvier 2019

De l'Islande au Brésil en passant par la Pologne et les Etats-Unis, c'est une nouvelle vague féministe de portée globale qui est en train de secouer la planète. Et elle vient du Sud.

Andrea D'Atri est membre de la direction nationale du Parti des Travailleurs Socialistes d'Argentine et l'une des principales animatrices du collectif féministe socialiste révolutionnaire Pan y Rosas qui participe à cette nouvelle vague féministe internationale, partie des rues de Buenos Aires et des principales villes du pays.

Traduction par CT et NK du site Révolution Permanente.



En Argentine, le renouveau féministe a fait la une des médias pour la première fois en 2015, lorsqu'un qu'un million de personnes – majoritairement des femmes – ont manifesté devant le Congrès et dans toutes les villes du pays, pour dénoncer les féminicides au cri de « *Ni Una Menos* », à savoir « *pas une femme de plus ne doit tomber sous les coups de la violence machiste* ». L'événement, de portée internationale de par sa massivité, a été un moment charnière pour l'histoire du mouvement des femmes en Argentine, mais aussi pour le féminisme latino-américain et mondial.

Nous voulons vivre !

Le mouvement « *Ni Una Menos* » a été lancé quelques mois avant les élections présidentielles de novembre 2015 qui ont vu s'affronter la sortante, Cristina Kirchner, et Mauricio Macri, actuel président et candidat de la droite dure. A l'origine de l'appel à manifester il y avait un groupe de femmes journalistes issues du groupe Clarín, l'un des plus puissants conglomérats de presse argentin, très fortement opposé au gouvernement Kirchner de l'époque. Rapidement, néanmoins, l'appel a été repris par l'ensemble des partis politiques argentin et a pris, en l'espace de quelques semaines, un caractère de masse. Quelques jours avant la mobilisation du 3 juin, qui s'annonçait d'entrée de jeu comme très suivie, les adhésions se multipliaient que ce soit du côté de membres du gouvernement sortant, des candidats de l'opposition en pleine campagne

électorale, mais aussi d'artistes et de présentateurs télé très connus, jusqu'à des représentants des forces de police et de la Conférence Episcopale argentine.

Le buzz sur les réseaux sociaux a joué à plein et renforcé une mobilisation qui prenait également « par en bas », dans les écoles, les universités et sur les lieux de travail. Un phénomène auquel, « par en haut », les signataires tentaient de répondre pour ne pas perdre la main. La mobilisation ne s'est alors plus cantonnée à un espace social réduit mais s'est diffusée dans de larges couches de la société argentine : en manifestation, le 3 juin, on croisait surtout des jeunes et des étudiantes, des employées sortant de leur travail en tenue de bureau, des ouvrières sortant des usines, mais également des infirmières et des professionnelles de la santé ou des enseignantes. Pour beaucoup il s'agissait de leur première véritable manif. Beaucoup, en effet, ignoraient jusqu'aux noms des principales artères du centre de Buenos Aires, théâtre habituel des mobilisations syndicales et politiques.

Il s'agissait d'une foule immense dénonçant les féminicides et les violences faites aux femmes. A la suite de cette mobilisation, le Conseil National des Femmes qui reçoit, en temps normal, 1.500 signalements par jour concernant des cas de violences de genre, a commencé à en recevoir jusqu'à 13.700, et ce alors qu'il n'existe que 1.700 places dans les centres d'accueil d'urgence dédiés aux femmes victimes de violence.

Dépassant largement les prévisions des journalistes à l'initiative de la mobilisation, les familles de victimes de féminicides ont pris la tête du cortège avec les photos de leurs proches, assassinés. Sur les visages on pouvait lire la tristesse et la douleur, émotions mêlées à la joie de se savoir entourés par la solidarité de centaines de milliers de personnes à travers tout le pays.

Dans les rues, on avait improvisé des représentations théâtrales : de jeunes femmes, vêtues de sac poubelle, – pour rappeler les corps des victimes, souvent retrouvées dans des décharges publiques – et les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles avait été reproduit le slogan « Ni Una Menos ».

Sur la grande scène, en clôture de la manifestation, fut lue la pétition signée par la suite par tous les hommes et femmes politiques

qui étaient alors en campagne électorale. Quelques semaines seulement avant la tenue des élections primaires, les partis étaient appelés à s'engager dans la lutte contre les violences de genre. Parmi leurs revendications, les manifestants exigeaient la mise en place d'un véritable budget et d'un « Programme National d'action pour la prévention, l'assistance et l'éradication des violences contre les femmes », une loi minimale donc, qui n'a jamais vu le jour. Le Programme demandait, entre autres, que les victimes puissent accéder à une assistance juridique gratuite durant les procès, l'élaboration d'un Registre Officiel Unique des Victimes de Violences contre les femmes pour travailler sur la base de statistiques officielles et actualisées sur les féminicides, ainsi que la garantie de la mise en œuvre d'un programme d'Education Sexuelle Intégrale à tous les niveaux de la scolarité des enfants et des jeunes.

Dans tout le pays, la gauche radicale et l'extrême gauche est venue soutenir les revendications de #NiUNaMenos et dénoncer les violences contre les femmes sous toutes leurs formes, ainsi que les institutions qui la légitiment, la reproduisent et la justifient. Dénoncer les violences commises sur les lieux de travail, la violence institutionnelles des forces de l'ordre et, tout particulièrement, celle de l'avortement clandestin qui tue les femmes les plus pauvres, puisque l'IVG est toujours interdit par la loi en Argentine. Le collectif féministe socialiste Pan y Rosas, a mobilisé plus de 7.000 femmes dans tout le pays alors que nos organisations sœurs au Chili, en Uruguay et au Mexique participaient, au même moment, à des mobilisations dans chacun de ces pays.

L'année suivante, en 2016, le collectif de journaliste à l'origine de l'appel du mouvement « Ni Una Menos » s'est divisé sur des questions politiques. Tandis qu'un secteur décidait de passer un accord avec l'opposition péroniste kirchnériste, et fondait le collectif « Ni Una Menos », d'autres porte-paroles ont préféré ne pas « *politiser* » le combat contre les violences de genre. D'autres, encore, ont ouvertement appuyé le nouveau gouvernement de Mauricio Macri, qui venait d'accéder au pouvoir.

En juin 2016, le collectif « Ni Una Menos », des courants féministes kirchnéristes et des courants féministes liés à la gauche radicale

et à l'extrême gauche ont appelé à une nouvelle journée de mobilisation pour l'anniversaire du 3 juin 2015 mais qui n'a pas eu le même impact. En octobre de la même année, néanmoins, le féminicide, précédé d'un viol en groupe et de tortures, d'une jeune fille de la ville balnéaire de Mar del Plata, a profondément secoué le pays. De manière presque improvisée, les organisations de femmes et du mouvement social ont appelé à une manifestation sur la Place de Mai, devant le palais présidentiel, dans la capitale. Sans appui des directions syndicales et de manière extrêmement rapide et spontanée, les déléguées syndicales de plusieurs multinationales du secteur de l'alimentation comme Pepsico ou Kronberg ont convoqué des AG et ont fait dérayé les usines. Plusieurs grèves et actions symboliques étaient déclenchées, parallèlement, dans les écoles et dans le secteur public.

C'est de cette façon que les grèves ont réalisé la première journée de grève contre l'arrogance du gouvernement de Mauricio Macri.

Et la terre trembla...

Le 8 mars 2017 a lui aussi pris une autre coloration et a transformé cette date qui apparaissait comme une journée traditionnelle, défendue par les organisations féministes et de gauche radicale. L'idée était de s'inspirer des initiatives polonaises et argentines de 2016, lors de l'appel à la grève des femmes qui avait été lancé pour faire entendre les revendications des femmes. Dans le monde entier, des millions de femmes se sont emparées de la journée internationale pour défendre leurs droits, s'organiser sur leurs lieux de travail et d'étude et, surtout, participer aux mobilisations massives qui ont eu lieu dans de nombreux pays.

L'Argentine a été de nouveau le théâtre d'une mobilisation massive des femmes, avec un grand meeting sur la Place de Mai à Buenos Aires. Ailleurs, dans le pays, à Cordoba, à Rosario ou encore à Mendoza, les manifestations étaient également très nourries.

Le collectif de journalistes « Ni Una Menos » a joué, à cette occasion, un rôle central pour articuler la participation des différents collectifs féministes, des organisations syndicales et étudiantes, des associations de défense des Droits humains et des partis de gauche radicale et d'extrême gauche pour construire cette journée.

Mais, une fois encore, la manifestation a dépassé les attentes de ses organisatrices.

En passant par-dessus les mots d'ordre sur lesquels les organisations s'étaient mis d'accord, l'immense majorité des femmes a participé à la journée pour dénoncer les violences et les féminicides, la précarité au travail, les inégalités qui brident leurs rêves et découlent de l'exploitation, cette peur qui est un carcan à la subjectivité et à l'existence. C'est ce ras-le-bol qui a expliqué le niveau d'adhésion à la grève qui, sur plusieurs lieux de travail, dépassait largement l'adhésion très formelle qui avait été donnée par les centrales syndicales. Ainsi, les déléguées et les délégués syndicaux militant d'extrême-gauche ont animé des grèves et des débrayages très suivis dans plusieurs entreprises multinationales comme Pepsico, dans la banlieue de la capitale, ou encore au sein de la compagnie aérienne LATAM. Les enseignantes du primaire et du secondaire ont été les grandes protagonistes de cette journée. Elles avaient imposé à plusieurs syndicats de l'éducation que la grève soit complète sur l'ensemble de la journée, et ce alors qu'elles étaient en lutte contre les coupes sombres pratiquées par le gouvernement fédéral et par les gouvernements provinciaux.

L'énorme soutien généré par cette manifestation a mis en évidence que la mobilisation ne mettait pas uniquement en avant des revendications propres aux femmes, mais représentaient un canal d'expression du mécontentement et du ras-le-bol de millions de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et d'étudiantes, face aux programmes austéritaires mis en œuvre par le nouveau gouvernement qui commençait à tomber le masque après plusieurs mois de démagogie.

L'année suivante, la marée prend forme

L'année suivante, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme du 8 mars 2018, un énorme rassemblement fut appelé et occupa la très longue avenue allant du siège de la présidence jusqu'au Congrès. A nouveau, les cortèges organisés par la Campagne Nationale pour le Droit à l'IVG, les courants féministes, les syndicats et les partis d'extrême gauche - qui avaient multiplié les rencontres pendant près d'un mois pour se mettre d'accord sur le

contenu de la manif et son parcours -, étaient très largement dépassés, en nombre, par une foule de femmes anonymes. De tous âges, mais surtout des jeunes, parfois à peine adolescentes, elles étaient arrivées de tous les quartiers de la capitale, mais également de la grande banlieue de Buenos Aires.

C'est à cette occasion que les lycéennes sont devenues, véritablement, les protagonistes de la mobilisation en Argentine. Ces jeunes adolescentes venaient en groupe, avec leurs amies et les élèves de leur classe, les copains de leur quartier, leur petit-copain ou petite-copine, certaines avec leurs sœurs, les mères, heureuses de se retrouver dans la rue, avec des slogans peints à la main sur de simples morceaux de carton, directement sur les vêtements ou à même le corps.

Le droit à l'avortement a été, à ce moment-là, l'une des revendications les plus, largement reprises. Il ne s'agit pas uniquement de la liberté de disposer de son corps. L'IVG est également un problème absolument central de santé publique, les jeunes issues des catégories les plus modestes risquant souvent leur vie lorsqu'elles sont forcées à pratiquer des avortements clandestins.

Mais quelques jours avant la manifestation, lorsque le président Macri a pu prendre conscience que la mobilisation risquait d'être très importantes, le gouvernement annonça qu'un grand débat sur la légalisation de l'IVG allait s'ouvrir au Congrès. Dans cet opportunisme présidentiel, les jeunes ont bien compris qu'une opportunité s'ouvrait à elles.

Mais dans cette manifestation il y avait également les amies et les amis des jeunes femmes qui avaient été victime de féminicides et qui avaient profondément ému tout le pays au cours des années précédentes. Mais les panneaux et banderoles disant #NiUnaMenos proposaient davantage, et on n'y voyait plus simplement le portrait des victimes. Une jeune femme, par exemple, portait un panneau sur lequel on pouvait lire « *Pour dire #NiUnaMenos, il faut arrêter d'élever les filles comme des petites princesses et les garçons comme des petits mecs violents* ». Et ce n'était pas la seule. Du côté des médias pro-gouvernement, on accusa la manifestation d'être « *politisée* ». Mais aucun parti ni mouvement politique n'était

en capacité de s'attribuer le succès de cette mobilisation absolument énorme.

A cette occasion, l'appel à la grève fut très certainement plus symbolique que réel. Néanmoins, les salariées qui étaient déjà en lutte contre les licenciements et les attaques de Macri sont davantage descendues dans la rue que ne l'auraient souhaité le gouvernement et les bureaucraties syndicales. Les travailleuses qui manifestaient à cette occasion avaient, elles aussi, complété et resignifié le slogan « #NiUnaMenos » en y ajoutant « *Sin trabajo* », à savoir « *Plus une seule femme sans travail* ». De cette façon, elles choisissaient de lier leur lutte en tant qu'ouvrières à celle des femmes en général, à s'entourer de la solidarité de la mobilisation et à unifier ce que les bureaucrates sont incapables d'unifier.

La « Marée verte » commençait donc à prendre forme ce 8 mars 2018, élargissant la brèche que le gouvernement lui-même avait ouvert en évoquant l'ouverture d'un débat sur la légalisation de l'avortement au Congrès. Ce même jour, nous étions plusieurs milliers de femmes à répondre à l'appel de Pan y Rosas, en Argentine, bien entendu, mais également ailleurs dans le monde, notamment dans l'Etat espagnol, en Uruguay, en Bolivie, au Chili, au Brésil, au Pérou, au Venezuela, au Mexique et en Allemagne avec, pour la première fois, un petit cortège de camarades qui, au Costa Rica, reprenaient le drapeau de notre féminisme socialiste et révolutionnaire.

Un tsunami pour le droit à l'IVG

Après plusieurs semaines au cours desquelles les femmes étaient intervenues lors des sessions ouvertes de la commission des lois au Congrès, soutenues par des manifestations où toutes et tous arboraient le foulard vert des pro-IVG, devant l'assemblée mais également dans d'autres villes du pays, la Marée Verte s'est transformée en un véritable tsunami qui a été à l'origine d'une mobilisation historique.

Le 13 juin 2018, en plein hiver austral, à Buenos Aires comme dans d'autres villes, des rassemblements massifs se sont tenus pendant pendant les 20h qu'ont durés les débats au Congrès. C'est au petit matin que la nouvelle est tombée : à une courte majorité, la loi sur l'IVG était ratifiée par les députés. Les femmes, là encore

de tous âges, ne cessaient d'affluer sur les lieux du rassemblement, devant la Congrès, alors que des millions de personnes suivaient en direct cette session historique de la Chambre à la télé. Avec une participation moindre, cette même scène s'était répétée au cours des deux mois qu'avaient duré les débats. Partout, sur les places des grandes et petites villes, dans les lycées et les collèges, y compris dans quelques établissements confessionnels, à la fac, dans les entreprises, également, on avait débattu et manifesté en faveur de la légalisation du droit à l'IVG. Au centre de cette mobilisation prolongée il y avait des étudiantes, des employées, des actrices très célèbres, des travailleuses du secteur de la santé, des enseignantes, mais aussi et surtout « *las pibas* », terme affectueux qui, en Argentine, désigne à la fois les jeunes filles, petites et grandes.

Cela faisait une dizaine d'années que le mouvement des femmes en Argentine portait un projet de loi sur l'IVG. Si les députés ont fini par le prendre en compte, en 2018, et par l'adopter, c'était avant tout une victoire imposée de l'extérieur, le fruit de cette énorme « marée verte » qui avait traversé et secoué le pays, les différentes générations et les familles.

Bien entendu, la revendication du droit à l'IVG portait également quelque chose de très profond, aussi profond que cette marée humaine d'un million de personnes qui avait dit, massivement, en juin 2015, « *Ni Una Menos* ». Pour les plus jeunes, celles qui avaient 14 ans en 2018 et n'en avaient que 11 en 2015, il s'agissait de leur première expérience politique à travers des manifestations massives, avec occupation d'établissements scolaires, parfois, au cri de « *on va renverser le patriarcat !* ». Pour elles, le « patriarcat » était l'instigateur des féminicides qui avaient tué d'autres « *pibas* » dont le corps avait été retrouvé, sans vie, dans des terrains vagues ou des décharges ; le « patriarcat », c'était le fait qu'il existe une loi sur l'Éducation Sexuelle Intégrale mais qui n'avait jamais été mise en application dans les collèges et les lycées ; c'était le fait qu'on leur interdise d'aller en cours avec du maquillage ou sans soutien-gorge. Il s'agit d'une génération qui n'a pas intégré et naturalisé le fait qu'être femme implique le fait de ne pas pouvoir choisir.

Mais deux mois après le vote pro-IVG des députés, les sénateurs rejetaient la loi sur l'avortement malgré les manifestations qui s'étaient poursuivies, au cours d'un hiver très rigoureux. A la suite, donc, d'une session de plus de seize heures, au cours de laquelle tous les arguments d'autorité furent utilisés, au sujet de la foi et des femmes, le Sénat finit par ratifier, en direct devant des millions de personnes, le caractère clérical, réactionnaire et profondément anti-démocratique de la démocratie capitaliste argentine. Après le résultat de la Chambre, le pape François avait en effet ordonné que l'Église argentine lance une véritable « guerre sainte » contre le droit à l'IVG.

Pause ou fin du mouvement ?

Après avoir empêché que le dossier IVG ne soit intégré à l'agenda parlementaire au cours de ses deux mandatures, l'ancienne présidente Cristina Kirchner avait daigné voter en faveur du droit à l'IVG depuis son nouveau siège de sénatrice. Connaissant par avance le résultat du vote, elle demandait en parallèle aux femmes de « » avec laquelle elle noue actuellement d'étroits rapports en vue des élections présidentielles de 2019.

Néanmoins, une partie consistante du mouvement qui est descendu dans la rue depuis 2015 a transformé son expérience en slogan : elle exige désormais la séparation pleine et entière de l'Église et de l'État dans un pays où les prêtres et l'institution catholique perçoivent des sommes faramineuses en vertu de décrets adoptés sous la dernière dictature et qui n'ont jamais été abrogés. A l'exception du Front de Gauche et des Travailleurs, le bloc parlementaire et électoral d'extrême gauche animé par le PTS, le PO et IS, l'ensemble des groupes parlementaires entretiennent des rapports très étroits avec l'Église catholique ou, dans certains cas, avec les évangélistes.

Dans le mouvement des femmes, aujourd'hui, c'est plutôt la passivité qui prime, après la défaite partielle que nous avons dû encaisser après le rejet par le Sénat de la loi sur l'IVG. Mais le mouvement, lui, perdure. C'est toute une génération qui est entrée en politique par la porte du féminisme qui est un synonyme diffus, également, de lutte contre le patriarcat, contre le machisme, contre la limitation des droits démocratiques et contre les inégalités.

Le réformisme et les courants modérés entendent capitaliser cette tendance au profit des partis du régime et contre la droite actuellement au pouvoir. Cette approche, visant à ce que le féminisme ne remette pas en cause le régime bourgeois et dépasse les limites du capitalisme patriarcal, n'est pas strictement argentine et recouvre un spectre large d'orientations, souvent hétérogènes : on songera à la façon dont le Parti des Travailleurs du Brésil a su instrumentaliser la grande mobilisation des femmes contre Jair Bolsonaro en un appel à soutenir son candidat, Fernando Haddad, ou encore comment le Parti démocrate aux Etats-Unis, profondément pro-impérialiste et pro-système, a réussi à présenter et à faire élire des femmes musulmanes, autochtones, latinas ou lesbiennes, lors des dernières élections de mi-mandat. En Argentine, l'ancienne présidente Cristina Kirchner, qui est à la tête, aujourd'hui, de l'opposition contre le gouvernement néolibérale de Mauricio Macri, est présentée comme la seule option possible pour le mouvement des femmes lors des prochaines élections.

L'avenir de notre mouvement des femmes en Argentine est loin d'être écrit. Mais le mouvement des « *pibas* », que beaucoup ont rebaptisé de façon métaphorique « *la révolution des filles* » a pénétré dans les foyers et les familles et a eu une répercussion très grande sur les mères qui peuvent être employées de bureau, salariées du public, enseignantes, infirmières, ouvrières, médecins ou femmes au foyer. Mais elle a eu, également, une répercussion très importante sur les pères.

Dans ce cadre, les militantes de Pan y Rosas ont également l'opportunité de relever un défi enthousiasmant en termes d'intervention dans un phénomène historique, politique, social et idéologique vivant, d'y développer ses tendances les plus radicales, anticapitalistes et lutte-de-classe, pour contrer l'influence du réformisme et pour confluer avec les couches les plus exploitées de la société. C'est la perspective pour laquelle les féministes socialistes révolutionnaires du courant international Pan y Rosas se battent. Une société libérée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression n'est pas un désir mais une nécessité impérieuse si l'on veut que la vie mérite d'être vécue.